Dans tous ces actes de tyrannie comme d'injustice, il faut cependant reconnaître que Juarez eut un mérite, ou au moins une franchise, qui manque au gouvernement du jour dans une conduite analogue. Ce président, en dépouillant le clergé, ne prétendait pas qu'il voulait l'émanciper, mais acceptait publiquement la responsabilité de ses actes, et ne s'intitulait jamais le fils *pieux et soumis* de l'Eglise. Parlant de l'établissement de la constitution démocratique, lors de l'ouverture du congrès, le 9 mai 1861, il disait : " De là sont nées les lois de réforme, la nationalisation " des biens de main-morte, la liberté des cultes, l'indépendance " absolue des pouvoirs civil et religieux, la sécularisation, pour " ainsi dire, de la société, dont la marche était retenue par une " alliance bâtarde qui profanait le nom de Dieu et outrageait la " dignité humaine."

La manière dont ce nouveau gouvernement comprenait la *sécularisation* et l'émancipation de la société mexicaine, de même que le respect du nom de Dieu et la dignité humaine, ne tarda pas à se faire sentir. Le gouvernement, dit l'écrivain de l'*Annuaire des Deux Mondes*¹, rendit décrets sur décrets, les uns destituant tous les employés civils ou militaires qui avaient servi sous l'administration précédente, les autres prononçant la dissolution de la plupart des ordres religieux, imposant sur les propriétés du clergé le paiement des dommages causés par la dernière guerre civile, remettant en vigueur les lois de désamortissement des biens du clergé et des couvents. On alla jusqu'à mettre la main sur les objets précieux des églises.

Du reste, ce gouvernement spoliateur ne tarda pas à décréter le mariage civil. C'était attaquer la société par sa base, puisque, par là, Juarez sapait la forme et la constitution de la famille, entrées si profondément dans les mœurs du peuple mexicain. Sous prétexte de continuer son œuvre de prétendue régénération, il jeta en prison plusieurs évêques et prêtres, et en chassa d'autres en exil ; enfin, il ne respecta ni les personnes, ni les propriétés. Tout cela avait été fait au nom de la loi injuste appelée *loi de réforme*. C'est le triste tableau que le Pape traçait lui-même dans sa lettre à l'empereur Maximilien, en date du 18 octobre 1864, sans doute pour lui donner la leçon de l'expérience et l'engager à ne pas imiter une conduite aussi coupable.

L'intervention étrangère vint mettre un terme à cet horrible état de choses, dont souffraient également les nationaux comme les étrangers, l'ordre religieux et l'ordre politique, en un mot,